

Unité départementale de la Somme
53 rue de la vallée
80040 Amiens Cedex 1

Amiens, le 06/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SILMER

BP 80040 - Rue Ancel de Caleu
80410 Cayeux-Sur-Mer

Références : 2025-E20105
Code AIOT : 0005106713

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement SILMER implanté Domaine public maritime 80410 Cayeux-sur-Mer. L'inspection a été annoncée le 27/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SILMER
- Domaine public maritime 80410 Cayeux-sur-Mer
- Code AIOT : 0005106713
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SILMER exploite, sur le domaine public maritime, une carrière de galets de silex au Nord

de Cayeux (« galets bleus »). Ces galets, particulièrement riches en silice amorphe (98,3%), sont exclusivement destinés à alimenter l'usine de calcination SILMER et produire de la cristobalite. Les produits issus de la calcination de ces galets sont destinés principalement au marché du BTP : revêtements de façade, peintures routières, matériaux composites, sols industriels, produits réfractaires, et céramiques.

Dans le cadre de son autorisation d'exploiter (arrêté préfectoral du 15 octobre 2009), l'exploitant est autorisé à extraire 55 000 t/an de galets de plus de 40 mm, pour une durée de 30 ans. L'activité est classée 2510-1 à autorisation et 2515 à déclaration

L'exploitant est également tenu de restituer des quantités équivalentes de galets issus des carrières terrestres, de même nature pour le renforcement du cordon littoral et des épis protégeant les Bas Champs de Cayeux. Il existe donc une co-activité avec le Syndicat mixte des Bas Champs et l'ASA des Bas-champs.

La société bénéficie concomitamment d'un arrêté d'occupation temporaire du domaine public maritime du 27 mars 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité de production	Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article Article 1.4.2	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article Article 1.5.4	Sans objet
3	Clôture et barrières	Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article Article 2.1.4	Sans objet
4	Matérialisation de l'emprise des travaux	Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article Article 2.2.2	Sans objet
5	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article Chapitre 8.2	Sans objet
6	Suivi, interprétation et diffusion des résultats	Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article Chapitre 8.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les différents points de contrôle du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Capacité de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article Article 1.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité d'extraction
Prescription contrôlée : Le tonnage annuel maximum autorisé au titre du présent arrêté est de 55 000 tonnes ¹ .
Constats :

Par courrier du 20 janvier 2025, l'exploitant a informé le Préfet de la Somme d'une extraction totale de 45 130.350 tonnes pour l'année 2024. L'exploitant précise que la volume autorisé dans la prescription susvisée correspond à ses besoins.

Deux balances sont présentes au sein de ses exploitations : l'une pour ses produits finis en sortie de l'usine SILMER, la seconde sur le domaine public maritime pour peser les galets extraits.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article Article 1.5.4

Thème(s) : Risques chroniques, Renouvellement des garanties financières

Prescription contrôlée :

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance de l'acte de cautionnement.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes définies par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié.

Constats :

Les dernières garanties financières de cette exploitation de galets sont arrivées à échéance en août 2024, et n'ont pas été renouvelées. L'exploitant précise qu'un important renouvellement au sein de ses équipes n'ont pas permis de s'assurer du bon suivi de cette obligation réglementaire. Il précise avoir d'ores et déjà initié les démarches de renouvellement auprès de son organisme habituel lors de la réception de l'ordre du jour de l'inspection.

L'exploitant a transmis son attestation de cautionnement par courriel du 3 juin 2025, pour un montant actualisé conformément aux indices d'actualisation prévus à l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Clôture et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article Article 2.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Clôture et barrières

Prescription contrôlée :

Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, etc) doit être ceinturée par un merlon de galets formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.

Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par

<p>des pancartes placées, d'une part, sur le chemin d'accès, d'autre part, aux abords de la zone d'exploitation.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une barrière interdit l'accès au site à partir de la route départementale située en amont du sentier côtier, et n'est donc pas efficace pour les randonneurs, mais l'est pour les véhicules. Cette barrière est fermée à l'aide d'un code dont les services de secours disposent en cas de besoin. Une information interdisant l'accès au site est visible depuis la route départementale.</p> <p>Le chemin de randonnée qui traverse le chemin d'accès à la zone d'extraction est balisé de manière visible avec des panneaux informant du danger de passage d'engins au niveau du sentier côtier. L'inspection constate que cet aménagement du sentier du littoral pourrait être conforté par la mise en place de panneaux informant plus explicitement la juxtaposition des usages, et donc des dangers et interdictions qui en découlent.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Matérialisation de l'emprise des travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article Article 2.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une signalisation fixe, par panneau d'affichage, ou mobile par drapeaux sera mise en place sur l'estran pour prévenir les usagers du DPM du danger relatif aux travaux de prélèvements et leur indiquer l'itinéraire à suivre ainsi que les consignes de sécurité à respecter.</p>
<p>Constats :</p> <p>La présence de panneaux d'informations a été constaté par l'inspection et sont situés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à proximité du RD102 visible depuis la voirie qui interdit l'accès au public, - sur le domaine maritime au niveau de la zone d'extraction qui indique l'interdiction d'accès au public appuyé d'un plan des zones de chantier, tout en indiquant la position du lecteur vis-à-vis du plan de repérage ce qui permet une orientation explicite, - sur le domaine maritime au niveau du sentier côtier mentionnant le possible passage d'engin de chantier. <p>Ces informations sont à maintenir en tout temps sur la durée d'autorisation et à renouveler dès que nécessaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Programme de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article Chapitre 8.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 2.1.6 puis tous les 5 ans par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le premier contrôle des niveaux sonores effectué sur le site doit être réalisé avec l'activité de criblage en fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente son dernier rapport acoustique réalisé dans le cadre de son renouvellement d'autorisation temporaire du domaine public maritime de 2023. Ce rapport fait état d'une conformité aux différentes valeurs limites d'émission "bruit" en lien avec ses activités d'extraction sur le domaine public maritime. Il conviendra à l'avenir de procéder à sa transmission à l'inspection des installations classées dès lors que cette étude est actualisée. L'exploitant pourra transmettre ces documents à l'adresse suivante : ud-somme.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/10/2009, article Chapitre 8.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.3.1 - Actions correctives</p> <p>L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise en application du chapitre 8.2, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque les résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>Article 8.3.2 - Analyse et transmission des résultats de la surveillance</p> <p>Les résultats des mesures réalisées en application du chapitre 8.2 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions d'amélioration si ces résultats montrent des non conformités aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Ces résultats sont conservés pendant toute la durée de la présente autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport acoustique de 2023 est conforme aux valeurs limites d'émission et n'a pas abouti à un plan d'action. L'exploitant précise avoir investi dans une nouvelle cribleuse plus compacte et mieux insonorisée depuis le début d'année 2025. Le revêtement et la conception de ce nouvel équipement est prévu pour minimiser les bruits générés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>